

BONNES FEUILLES (3/6)

Berlin ne répond pas

Vincent Artuso

Dans cette troisième partie des bonnes feuilles du mémoire de thèse de Vincent Artuso, nous voyons comment les commissions luxembourgeoises s'étaient trompées en voulant troquer collaboration contre souveraineté.

Pour garantir l'avenir du pays et permettre qu'il se réforme en toute indépendance, il importait d'abord à Emile Reuter et Albert Wehrer de faire revenir le Reich sur sa déclaration de guerre. Le 5 juillet 1940, la Commission administrative adressa un mémorandum au gouvernement du Reich, qui rappelait les garanties que ce dernier avait données au Grand-Duché quant au respect de sa neutralité et soulignait les bons rapports qui avaient jusque-là prévalu avec l'administration militaire allemande.

Les membres de la Commission politique furent quant à eux chargés de rédiger une lettre au ministre des Affaires étrangères allemand, Joachim von Ribbentrop, demandant qu'une délégation de la Chambre puisse se rendre auprès de la Grande-Duchesse afin de la convaincre de rentrer au Luxembourg. Il y était assuré que la Souveraine n'avait jamais eu l'intention de quitter le pays. (...) Vers la même époque, Reuter envoya également un télégramme à Lisbonne dans lequel il demandait non seulement le retour de la Grande-Duchesse mais aussi la démission du gouvernement. (...)

Encore fallait-il, pour que les modalités du retour de la Grande-Duchesse puissent être fixées, que Ribbentrop consente à répondre à la lettre de la Commission politique. Lorsqu'au bout de près de trois semaines le ministre des Affaires étrangères du Reich ne s'était toujours pas manifesté, Wehrer tenta de jouer directement de ses relations à Berlin, où

il avait un temps représenté le Grand-Duché. Le 27 juillet 1940, il écrivit au secrétaire d'Etat au ministère des Affaires étrangères du Reich, Ernst von Weizsäcker ainsi qu'à son sous-secrétaire d'Etat, Friedrich Gaus. Ces sollicitations s'avérant tout aussi vaines que la précédente, l'ancien chargé d'affaires luxembourgeois à Berlin et directeur de l'ARBED, Alphonse Nickels, fut chargé de contacter Hermann Göring, puis le ministre d'Etat Otto Meißner. Lui non plus ne reçut aucune réponse.

Encore fallait-il, pour que les modalités du retour de la Grande-Duchesse puissent être fixées, que Ribbentrop consente à répondre à la lettre de la Commission politique.

Quant au gouvernement il avait pris ses quartiers, au soir du 10 mai 1940, le gouvernement dans les locaux de la Légation luxembourgeoise à Paris, tandis que la famille grand-ducale s'installait provisoirement à la Celles-Saint-Cloud. Au mo-

ment de la déclaration de guerre par l'Allemagne, la Grande-Duchesse et ses proches furent éloignés de la région parisienne et relogés au château de Bostz, dans l'Allier, où pendant une dizaine de jours ils furent les hôtes de Xavier de Bourbon-Parme, frère du prince consort. Ce déplacement ne fut que le premier d'une longue liste, l'Exécutif luxembourgeois se voyant progressivement acculé vers le sud-ouest de la France, au gré de l'effondrement de son allié.

Lorsque le 18 juin le nouveau gouvernement français présidé par le maréchal Pétain fit savoir à son homologue luxembourgeois qu'il n'était plus en mesure d'assurer sa sécurité, les ministres ainsi que la Grande-Duchesse et sa suite décidèrent de traverser les Pyrénées. Xavier de Bourbon-Parme étant le prétendant carliste au trône d'Espagne, ils espéraient y trouver protection. Mais les troupes allemandes se trouvaient déjà dans Biarritz et cette arrivée inopinée embarrassa tant le régime franquiste que les réfugiés luxembourgeois furent mis en demeure de quitter le pays sous 48 heures. Cette folle course ne s'arrêta que le 23 juin 1940, lorsque le gouvernement portugais accepta d'accueillir la Grande-Duchesse et le gouvernement sur son territoire.

Au cours de ce séjour portugais, la hâte et l'incertitude cédèrent le pas au doute et aux tâtonnements, comme le décrivent très bien Emile Haag et Emile Krier. A ce moment le gouvernement en exil et la famille grand-ducale avaient trois options : gagner le Royaume-Uni, attendre la fin de la guerre ou bien retourner au Luxembourg. La première était la plus radicale, car un départ vers les îles britanniques signifiait qu'il n'y aurait pas de retour au pays sans défaite de l'Allemagne. Il semblerait que seul Victor Bodson ait plaidé pour cette solution. L'option américaine était la plus sûre, les Etats-Unis étant un refuge plus fiable que l'Espagne de Franco ou le Portugal de Salazar qui, à terme, pouvaient être tentés de céder à des pressions allemandes. Il était de plus envisageable que la grande démocratie, restée neutre jusque-là, pourrait un jour entrer en guerre aux côtés du Royaume-Uni. Le retour, enfin, était la voie la plus incertaine. Non seulement il n'était pas sûr que les Allemands acceptent de voir revenir la Grande-Duchesse et le gouvernement mais même si tel était le cas, ces derniers se retrouveraient à la merci de l'occupant. Selon Gilbert Trausch, qui eut accès à des sources diplomatiques néerlandaises, la question du retour divisa le gouvernement, Dupong y étant plutôt favorable, Bech se montrant réticent. (...)

Le 12 juillet George Platt-Waller remit à la Grande-Duchesse un télégramme de Reuter, dans lequel ce dernier se chargeait de présenter à la souveraine la ligne arrêtée par la Commission politique et la Commission administrative : retour de la Grande-Duchesse et démission du gouvernement. Lors d'un entretien accordé à Paul Cerf en janvier 1978, Victor Bodson déclara que le conseil de gouvernement réuni le 13 juillet à

Espoirs vains :

Dans cette troisième partie des bonnes feuilles extraites du mémoire de thèse de Vincent Artuso (à paraître aux éditions Peter Lang ISBN 978-3-631-63256-7) - à présent mandaté par le gouvernement pour enquêter sur la collaboration, nous voyons comment les commissions restées au pays et le gouvernement en exil essayaient en vain de changer le sort du pays en engageant des tractations avec les Allemands. Dans la prochaine partie, qui paraîtra dans deux semaines, nous nous pencherons sur le sort des juifs luxembourgeois et sur les mouvements allemands au grand-duché.

Dernière révérence à la souveraine :
un concert de bienfaisance en
son honneur à la Place d'Armes.



PHOTO : © PHOTOTHÈQUE DE LA VILLE DE LUXEMBOURG, AUTEUR BATTY FISCHER

Lisbonne, repoussa ces deux idées. Des démarches - dilatoires selon l'ancien ministre - furent néanmoins engagées en vue d'une rencontre avec une délégation de la Chambre. Il fut envisagé que cette rencontre puisse avoir lieu au Portugal, en Espagne, en France non occupée, voire même en haute mer sur un navire de guerre américain. Mais finalement, l'affaire fut abandonnée.

Un échange de lettres entre le gouvernement en exil et Antoine Funck, passé jusque-là inaperçu, donne une image plus précise de ce qu'écrivit Cerf et laisse entrevoir que l'intérêt du gouvernement pour les demandes de Reuter aient été plus vif que ne l'admit plus tard Victor Bodson. Dans une lettre qu'il adressa le 2 août 1940 à Pierre Dupong et à Joseph Bech, Funck fit savoir qu'il avait commencé à s'acquitter de la mission que ceux-ci lui avaient apparemment confiée : « J'ai eu de longues conversations avec M. Fernand Loesch : il s'est proposé d'avoir, dès son retour dans le pays, des entretiens avec diverses personnalités, notamment avec le président de la Chambre des députés. Conformément à vos instructions, j'ai immédiatement commencé les démarches en ce qui concerne le retour éventuel de S.A.R. Madame la Grande-Duchesse et des membres du gouvernement en France, aux fins d'y recevoir une délégation de la Chambre des députés et de l'administration nationale. » (...)

Pierre Dupong et Joseph Bech ne firent connaître leur réponse que deux semaines plus tard, sous la forme d'une longue lettre en quatre points. Les ministres expliquèrent d'abord leur décision de ne pas rentrer au Grand-Duché après la signature de l'armistice franco-allemand et la raison pour laquelle ils avaient laissé Funck sans instructions après

leur départ. Tout d'abord, le ministre français de l'Intérieur avait fait dire à la Grande-Duchesse qu'elle devait quitter tout de suite la France pour se mettre à l'abri. Ensuite, se laisser prendre par les Allemands aurait signifié la fin de la politique inaugurée le 10 mai 1940. Enfin, le gouvernement ne pouvait pas se séparer de la Grande-Duchesse : « Un précieux atout dans notre jeu était et est la présence à l'étranger libre, de tous les organes du pouvoir exécutif et l'unité de ce pouvoir. La Grande-Duchesse, sans au moins la majorité du gouvernement ne peut prendre de mesures gouvernementales valables. Le gouvernement sans la Grande-Duchesse n'est rien non plus. Les deux doivent rester ensemble sous peine d'être plus ou moins paralysés. »

« La Grande-Duchesse, sans au moins la majorité du gouvernement ne peut prendre de mesures gouvernementales valables. »

Le deuxième point était à l'origine constitué de la copie d'un exposé fait à l'attention du Prince Félix. (...) Le troisième point était une démonstration de l'unité de vue existant entre la Grande-Duchesse et le gouvernement et une charge contre ceux qui

avaient prétendu que la Souveraine avait quitté le pays contre son gré : « A Luxembourg on a fait accréditer je ne sais sous l'inspiration de qui, que la Grande-Duchesse aurait été obligée par son entourage (Prince Félix) et les membres du gouvernement de quitter le pays. On a employé même cet argument dans une note adressée à l'Auswärtiges Amt. Il est contraire à la réalité d'affirmer que la Grande-Duchesse aurait fait sa politique actuelle contrainte et forcée. La Grande-Duchesse fut toujours 100% d'accord - elle l'affirme à qui veut l'entendre - avec ses ministres sur les mesures prises. C'est une faute au regard des adversaires de l'Allemagne que de prêter à la Grande-Duchesse l'intention de vouloir rester à Luxembourg sous le joug allemand. »

Ces lignes sont un désaveu complet de la politique engagée par Reuter et Wehrer. (...) Dans le quatrième point étaient enfin exposés les projets d'avenir du gouvernement : « Celui qui en doutait sait maintenant que l'Allemagne se propose d'annexer le Luxembourg. Dès lors il ne reste plus qu'un seul espoir, l'Angleterre et les Etats-Unis. Nous devons donc nous orienter franchement de ce côté. Nous avons l'intention de le faire. Ici au Portugal, nous ne pouvons plus faire grand-chose. Pour pouvoir réagir publiquement contre ce qui se passe à Luxembourg de la part des Allemands, nous devons aller, soit en Amérique, soit en Angleterre, soit au Canada. » (...)

Légende :

Albert Wehrer : chef de la commission administrative jusqu'au 22 octobre 1940.

Emile Reuter : président de la Chambre des députés et président de la commission politique.

George Platt-Waller : consul américain au Luxembourg de 1939 à 1941.

Antoine Funck : ambassadeur du Luxembourg en France. A la fin du mois de juillet 1940, il s'installe à Vichy, officiellement pour s'occuper des réfugiés luxembourgeois, officieusement, il faisait aussi office d'antenne du gouvernement luxembourgeois en exil en Zone libre.

Victor Bodson : ministre de la Justice et des Infrastructures du gouvernement en exil.